

## CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 7 octobre 2021 à 18h30**

### **COMPTE RENDU DE SEANCE VALANT PROCES-VERBAL**

**Conseillers municipaux présents :** Yves BERNARD, Françoise PIRAT, Joël CORDENOD, Christian REYNAUD, Françoise VELON, Catherine MOREL, Christophe DISSES, Valérie CLAIN, Christine FAVIER, Sébastien PUGET, Aurélie CHARDARD, Jean-Yves BOUILLLOUX

**Excusés :** Michel BRUNET (procuration à Françoise PIRAT), Delphine LAVIGNE (procuration à Valérie CLAIN), Johana VEYRAT (procuration à Yves BERNARD).

**Absents :** néant

**Date de la convocation :** le 1<sup>er</sup> octobre 2021

**M. le Maire, Michel BRUNET, étant absent pour raison de santé, Yves BERNARD, 1<sup>er</sup> adjoint préside la séance.**

#### **1. Désignation du secrétaire de séance**

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal désigne Valérie CLAIN secrétaire de séance.

#### **2. Approbation du Procès-verbal faisant office de Compte rendu du conseil municipal du 5 août 2021**

Le Conseil Municipal approuve, à l'unanimité, le compte rendu de la séance du 5 août 2021.

### **Projets de délibérations :**

1. Reversement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) dans les zones d'activités économiques (ZAE) de Grand Bourg Agglomération,

2. Reversement de la taxe d'aménagement dans les zones d'activités économiques (ZAE) de Grand Bourg Agglomération,
3. Modification de la tarification des droits de place et de stationnement 2021,
4. Approbation de la procédure de modification simplifiée n°6 du PLU,
5. Dissolution du budget annexe des Platières 2,
6. Attribution des subventions aux associations communales : modifications,
7. Validation de la majoration de la cotisation du contrat Groupama Villassur3,
8. Adoption du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2020,
9. Décision modificative n°4 du budget communal,
10. Décision modificative n°5 du budget communal,
11. Décision modificative n°6 du budget communal,
12. Hôtel de l'Ain : suites,
13. DIA

---

### **1 - Reversement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) dans les zones d'activités économiques (ZAE) de Grand Bourg Agglomération**

---

Grand Bourg Agglomération est compétente en matière d'aménagement de zones d'activités économiques (ZAE) comme le dispose l'article L.5216-5-1° du code général des collectivités territoriales : « Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 ; **création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire** ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme. » A ce titre, l'ensemble des zones d'activités économiques (ZAE) du territoire relèvent à ce jour de la seule compétence de Grand Bourg Agglomération qui aménage, exploite et assume la gestion au quotidien desdites zones.

Les implantations ou extensions d'entreprises ont pour conséquence de créer des nouvelles ressources fiscales au titre de la taxe foncière au profit des seules collectivités d'implantation.

Grand Bourg Agglomération procède à l'exécution de nombreuses dépenses d'exploitations afférentes à ces zones : il est en conséquence logique et cohérent de prévoir un mécanisme de redistribution d'une partie de la fiscalité entre les collectivités percevant celles-ci et Grand Bourg Agglomération.

Depuis la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 portant loi de finances, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) créant ou gérant une ZAE et leurs communes membres peuvent conclure des accords de partage de fiscalité, notamment afin d'organiser le partage des ressources fiscales issues de ZAE financées en commun.

Une convention de partage de fiscalité a été établie en 2012 entre le Syndicat Mixte CAP3B, plusieurs communautés de communes dont la Vallière et Bresse Dombes Sud Revermont, la

Communauté d'Agglomération Bourg-en-Bresse Agglomération (BBA) et les communes de Certines, Tossiat et Montagnat pour la zone du Cadran Bourg Sud. Cette convention prévoyant le reversement de 50% du produit de la taxe sur les propriétés foncières bâties aux collectivités adhérentes au syndicat mixte CAP3B.

Etant précisé que :

- La présente convention ne s'appliquera qu'à concurrence des implantations sur les nouvelles zones, des nouvelles implantations sur les zones existantes ou extension d'implantations (augmentation physique de la valeur locative) sur les ZAE communautaires,
- La proportion de reversement de la TFPB communale sera de 50% au profit de Grand Bourg Agglomération pour les zones d'activités économiques du territoire, la logique étant que Grand Bourg Agglomération récupère la fiscalité sur le foncier bâti et que la commune conserve une part correspondant aux charges qu'elle supporte réellement.
- Les communes autoriseront l'accès à l'information fiscale par Grand Bourg Agglomération sur les nouvelles implantations afin d'établir les conditions de la mise en place de l'émission du titre de recettes y afférent.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le principe d'un partage avec Grand Bourg Agglomération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) situées sur la ZA de Roujus, à hauteur de 50%, sur la base des nouvelles implantations et extensions,
- **APPROUVE** le projet de convention annexé à la présente délibération,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention, tous les documents afférents à ce dossier et à mettre à exécution les stipulations de la convention.

---

## 2 - ***Reversement de la taxe d'aménagement sur les Zones d'Activités Economiques (ZAE) de Grand Bourg Agglomération***

---

Grand Bourg Agglomération est compétente en matière d'aménagement de zones d'activités économiques (ZAE) mais, comme elle n'a pas la compétence en matière d'urbanisme réglementaire (élaboration des plans locaux d'urbanisme), elle ne bénéficie pas de la perception de la taxe d'aménagement. La taxe d'aménagement a été instituée le 1<sup>er</sup> mars 2012 par l'article L.331-1 du code de l'urbanisme : « *En vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, les communes ou établissements publics de coopération intercommunale, la métropole de Lyon, les départements, la collectivité de Corse et la région d'Ile-de-France perçoivent une taxe d'aménagement. La taxe d'aménagement constitue un élément du prix de revient de l'ensemble immobilier au sens de l'article 302 septies B du code général des impôts.* »

Elle doit être versée à l'occasion de la construction, la reconstruction, l'agrandissement de bâtiments et aménagements de toute nature nécessitant une autorisation d'urbanisme.

Elle est due par le bénéficiaire de l'autorisation de construire ou d'aménager.

L'article L.331-2 du code de l'urbanisme prévoit que tout ou partie de la taxe perçue par les communes peut être reversé à l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont elles sont membres dans des conditions prévues par des délibérations concordantes des Conseil communautaire et Conseils municipaux.

Avant la fusion des différents EPCI constituant aujourd'hui Grand Bourg Agglomération, il existait deux dispositifs de reversement de la part communale de la taxe d'aménagement aux EPCI :

- Communauté de communes de Montrevel-en-Bresse (CCMB) : la taxe d'aménagement faisait l'objet d'une convention de reversement aux conditions suivantes, lorsque le taux communal était fixé à 5%, le montant du reversement s'effectuait à hauteur de 2 points du taux voté à la CCMB ; lorsque le taux communal était supérieur à 5%, la commune conservait 5 points du taux voté et reversait à la CCMB la part restante.
- Communauté d'agglomération Bourg-en-Bresse Agglomération (BBA) : la convention de reversement portait sur 100% du produit de la taxe d'aménagement pour les ZAE communautaires, sur lesquelles BBA avait investi. Il est donc proposé une extension du dispositif à l'ensemble des ZAE de Grand Bourg Agglomération avec une harmonisation du contenu des conventions en établissant à 100% le retour de la part communale de la taxe d'aménagement à Grand Bourg Agglomération.

Sur le cas particulier des zones d'aménagement concerté (ZAC), il faut rappeler que l'objet d'une ZAC est de faire réaliser les équipements publics nécessaires à l'accueil de nouvelles constructions par l'aménageur : ce dernier en répercute le coût aux constructeurs dans le prix des terrains qu'il leur cède. Le programme des équipements publics à réaliser constitue une pièce obligatoire du dossier de réalisation de la ZAC. L'exonération de taxe d'aménagement des constructeurs en ZAC est subordonnée à la prise en charge par l'aménageur d'un minimum d'équipements publics définis à l'article R331-6 du code de l'urbanisme.

Dès lors que ce minimum d'équipements publics est pris en charge par l'aménageur, l'exonération de la TA est de droit.

Par ailleurs, il pourra être recherché un objectif d'homogénéisation des taux de taxe d'aménagement sur le territoire à moyen terme. Un bilan de la mesure sera établi à 5 ans.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE le principe d'un reversement de la totalité de la part communale de la taxe d'aménagement vers Grand Bourg Agglomération, sur la ZA de Roujus, pour les taxes d'aménagement dont le rôle correspondant à la première fraction aura été émis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020,**
- **APPROUVE le projet de convention annexé à la présente délibération,**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention, tous les documents afférents à ce dossier et à mettre à exécution les stipulations de la convention.**

---

### 3 - *Modification de la tarification des droits de place et de stationnement 2021*

---

M. Yves BERNARD rappelle au conseil municipal que la délibération 2019-38 du 15 mars 2019 applique une tarification pour l'occupation temporaire du domaine public.

Pour l'année 2021, il est proposé au conseil municipal de réviser les tarifs du forfait électrique et d'ajouter un tarif pour les branchements nécessitant un branchement triphasé.

La nouvelle tarification 2021 serait la suivante :

Catégories	Périodicité / Base de calcul	Tarifs
Terrasse	m <sup>2</sup> / an	8 €
Déballages occasionnels	Le mètre / jour	5 €
Camions outillage ... Linge de maison, vaisselle, etc ...	La journée	150 €
Camion « pizza » (ou autres de même type)	Mensuelle pour une fois par semaine	20 €
Forains / Fête Patronale	Le mètre / pour le week-end	3 €
Cirque	2 journées	50 €
	Journée supplémentaire	25 €
Stationnement taxi	Annuelle	110 €
Forfait électrique pour camion pizza ou autre de même type	Mensuelle pour une fois par semaine branchement monophasé	20 €
	Mensuelle pour une fois par semaine branchement triphasé	50 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** la modification de la tarification des droits de place et de stationnement,
- **CHARGE** Monsieur le Maire d'appliquer ces nouveaux tarifs à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021

---

### 4 - *Approbation de la modification simplifiée n°6 du PLU*

---

M. Yves BERNARD, rappelle que, par arrêté en date du 1er juin 2021, la commune a engagé la procédure de Modification simplifiée n°6 du PLU qui portait sur la correction d'une erreur matérielle dans le dessin du zonage de la modification N°3 dont la raison était l'adaptation du PLU afin de permettre l'installation d'un parc photovoltaïque au sol au lieu-dit « La Baisse ».

Il rappelle que cette procédure de modification simplifiée s'est inscrite dans le cadre de l'article L 153-45 du Code de l'Urbanisme, dans la mesure où « elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ».

Il rappelle que, par délibération en date du 3 juin 2021, le conseil municipal a décidé de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du lundi 28 juin au vendredi 30 juillet 2021.

Avant cette mise à disposition, le dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées comme prévu à l'article L153-47 du code de l'urbanisme. Il a aussi été transmis à l'INAO pour avis.

Le bilan de la notification et de la mise à disposition du dossier est le suivant :

3 PPA ont fait connaître leur avis :

- Madame la Préfète a émis un avis favorable.
- Le département de l'Ain a indiqué qu'il n'avait pas d'observation à formuler.
- Réitérant son avis sur la modification n°3 du PLU, la chambre d'agriculture a émis un avis défavorable.

L'INAO a émis un avis défavorable sur le projet considérant, par principe, qu'il apparaît nécessaire de développer les projets photovoltaïques en dehors des parcelles agricoles productives.

Aucune remarque n'a été portée sur le registre laissé à disposition du public.

M. Yves BERNARD rappelle que, dans le cadre de l'approbation de la modification N°3, la commune avait apporté les réponses suivantes à l'avis défavorable de la CDPENAF :

« Sur la question de la valeur agronomique des terres :

L'histoire du site, parfaitement explicite au travers des photos aériennes existantes depuis le début des années 70, montre comment il a été exploité pour une carrière d'argile. Cette exploitation a fortement altéré les sols, mélangeant les horizons et, aujourd'hui le terrain est simplement entretenu car sa valeur agronomique est très faible.

*En ce sens, la modification est compatible avec le SCoT qui prévoit de :*

*« - permettre et encourager via les règlements des documents locaux d'urbanisme l'intégration de capteurs solaires en toiture, l'installation d'équipements de géothermie, l'installation d'équipements éoliens domestiques, les équipements de production d'électricité photovoltaïque hors surfaces agricoles productives.*

*Il peut apparaître étonnant que l'exploitant ait déclaré ces parcelles à la PAC, mais la déclaration à la PAC d'une parcelle ne présume en rien de la qualité agronomique des sols et du caractère productif de l'activité pratiquée puisque des jachères et même des surfaces non exploitées peuvent être déclarées à la PAC ».*

Sur la base de ce bilan, il n'est donc pas apporté de corrections au dossier de modification simplifiée du PLU.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **DECIDE** d'approuver la modification simplifiée n°6 du PLU telle qu'elle est annexée à la présente et comprenant les pièces suivantes :
  - Additif au rapport de présentation,
  - Plan de zonage complet au 1/7000°
  - Plan de zonage du centre au 1/2500°
- **Dit** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département,
- **Dit** que le PLU approuvé et modifié est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture,
- **Dit** que la présente délibération est exécutoire à compter d'un mois après sa transmission en préfecture et l'accomplissement des mesures de publicité.

---

## **5 - Dissolution du budget annexe les Platières 2**

---

M. Yves BERNARD informe l'assemblée que la dernière parcelle du lotissement des Platières 2 a été vendue le 20 Juillet 2021.

Il y a désormais lieu de clore ce budget annexe qui n'a plus de justification étant donné qu'il n'y a plus de terrain à céder.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **DECIDE** de dissoudre le budget annexe du lotissement des Platières 2 au 31 décembre 2021,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à réaliser les démarches nécessaires pour dissoudre ce budget annexe et à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

---

## **6 - Attribution des subventions communales 2021 : modifications**

---

M. Yves BERNARD rappelle à l'assemblée la délibération du 8 avril 2021 fixant le montant des subventions accordées aux associations et autres organismes pour l'année 2021.

Il indique qu'il convient de modifier le montant des subventions allouées au BTP CFA de l'Ain et à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Ain (CMA) :

- sur les 3 jeunes domiciliés sur la commune et suivis à la CMA, deux y suivent encore leur formation,

- sur les 4 jeunes domiciliés sur la commune et suivis par le BTP CFA de l'Ain, 1 seul y suit encore une formation.

Il rappelle qu'une subvention de 100 € par jeune suivi par ces centres avait été octroyée, soit 300€ pour la CMA et 400€ pour le BTP CFA de l'Ain.

Le tableau de versement de subvention, à jour, pourrait donc être le suivant :

ANCIENS D'A.F.N.	50 €
COMITE D'ENTRAIDE	700 €
CROIX ROUGE	250 €
LES AMIS DE LA FANNY/ FONCTIONNEMENT	360 €
SOCIETE MUSICALE LA HAUTE BRESSE/ FONCTIONNEMENT	800 €
FC BRESSE NORD	800 €
AMICALE SAPEURS POMPIERS	500 €
COMITE DES FETES	1 500 €
FARANDOLE DES MOTS	50 €
UNION COMMERCIALE ET ARTISANALE	300 €
<b>Organismes autres :</b>	
Chambre des métiers et de l'artisanat	200 €
BTP CFA de Bourg en Bresse	100 €
30 Millions d'amis	700 €
<b>Total accordé</b>	<b>6 310 €</b>
<b>Réserve</b>	<b>4 570 €</b>
<b>Subventions aux associations intercommunales</b>	<b>44 120 €</b>
<b>Total Affecté au budget en 2021</b>	<b>55 000 €</b>

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** la modification de versement des subventions précitées,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de l'application de cette décision.

---

## 7 - **Validation de la majoration de la cotisation du contrat Groupama Villasur3**

---

M. Yves BERNARD informe l'assemblée des courriers reçus de Groupama : le dossier assurance de la commune fait l'objet d'une mesure de surveillance liée à la hausse de la charge sinistre.

L'analyse de la sinistralité de la commune ne leur permet pas de maintenir le montant global de cotisation au niveau actuel : ils maintiennent les garanties du contrat en majorant la cotisation émise au 01/01/2022 de 10 % sans modification des conditions de garantie fixée au contrat.



Il indique qu'il convient donc de se prononcer sur cette majoration et indique que sans accord de la commune au 31/10/2021, ils procèderont à la résiliation du contrat à la prochaine échéance fixée au 31/12/2021 à minuit.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** la majoration de la cotisation du contrat Villasur3 de 10%,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents.

---

#### 8 - ***Rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'eau potable pour l'exercice 2020 du Syndicat Saône Veyle Reyssouze***

---

M. Yves BERNARD rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par ses articles D.2224-1 et D.2224-5 de présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'Alimentation en Eau Potable à l'assemblée délibérante au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Ce rapport est consultable en mairie, durant les horaires d'ouvertures.

Le conseil municipal sera appelé à adopter ce rapport du «Syndicat Saône Veyle Reyssouze» sur le prix et la qualité du service d'eau potable pour l'année 2020.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **PREND ACTE** du rapport sur le prix et la qualité du service d'Alimentation en Eau Potable 2020 de « Syndicat Saône Veyle Reyssouze »

---

#### 9 - ***Décision modificative n° 4 du budget communal***

---

M. Yves BERNARD indique qu'il conviendrait de réaliser le virement de crédit suivant pour l'achat et le remplacement de 2 bouches d'incendie :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 2152-350 : PANNEAUX	7 000,00 €	
D 21568 : Autre matériel et outillage		7 000,00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>	<b>7 000,00 €</b>	<b>7 000,00 €</b>

Le conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **VALIDE** la décision modificative n°4 du budget communal.

---

10 - **Décision modificative n° 5 du budget communal**

---

M. Yves BERNARD indique qu'il conviendrait de réaliser le virement de crédit suivant afin de procéder à une régularisation comptable :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 2312-345 : AMENAGEMENT AIRE DE CAMPING CAR		104 782,00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>		<b>104 782,00 €</b>
R 2313 : Constructions :		104 782,00 €
<b>TOTAL R 23 : Immobilisations en cours</b>		<b>104 782,00 €</b>

Le conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **VALIDE** la décision modificative n°5 du budget communal.

---

11 - **Décision modificative n° 6 du budget communal**

---

M. Yves BERNARD indique qu'il conviendrait de réaliser le virement de crédit suivant pour la création du chemin rue du stade:

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 2041582 : GFP : Bâtiments et installation	13 000,00 €	
<b>TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées</b>	<b>13 000,00 €</b>	
D 2152-355 : CREATION CHEMIN RUE DU STADE		13 000,00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>		<b>13 000,00 €</b>

Le conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **VALIDE** la décision modificative n°6 du budget communal.

---

12 - **Réhabilitation de l'Hôtel de l'Ain : suites**

---

M. Yves BERNARD informe l'assemblée de la présentation, par l'architecte, du programme d'économies pour la consultation de travaux de réhabilitation et mise aux normes de l'ancien Hôtel de l'Ain.

Malgré les économies recherchées par le maître d'œuvre, le montant de l'estimation des travaux est encore bien supérieur au budget alloué à l'opération : 1.430.812,89 € HT pour un budget de 1.304.545,00 € HT.

Un devis d'honoraires a été demandé au maître d'œuvre pour redessiner un projet dans l'immeuble existant. Le conseil municipal sera tenu informé et décidera ensuite des suites à donner à ce projet.

---

### 13 - *DIA*

---

Conformément à l'article L.2122-23, M. le Maire rend compte publiquement des décisions prises par délégation du conseil municipal dans le cadre des articles L.2122-21 et L.2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment concernant les déclarations d'intention d'aliéner :

Parcelles	Rue	Décision
C442	Rue Gambetta	Pas de préemption
C1063	Grande Rue	Pas de préemption
D1190	336 Route de Bourg	Pas de préemption
C661	Saint Trivier	Pas de préemption



#### Questions diverses :

- **Réouverture de la mairie à compter du 11 octobre 2021 :**
  - Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi :
    - de 9h00 à 12h00
  - Permanences téléphoniques : lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi :
    - de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- **Opération Brioches de l'ADAPEI :**
  - Rappel de l'opération, ce dimanche 10 octobre 2021 :
    - Sur le marché de 8h00 à 12h00
    - Devant le magasin Intermarché de 9h00 à 12h00
- **Demande de vente à emporter sur le marché des associations :**
  - Le dimanche 21/11/2021 : vente à emporter des Conscriots
  - Le dimanche 07/11/2021 : vente de plats escargots du Tennis TCIHB

La séance est levée à 20h00